

La Bolivie, l'Inde et le Mali partagent leur expérience de la gestion intégrée de l'eau

La disponibilité en eau est aujourd'hui considérée comme un facteur crucial pour la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et le développement durable en zone rurale. La Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) a été reconnue au niveau international comme un cadre adéquat pour relever le défi de la raréfaction de l'eau. Les experts de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), qui souscrit entièrement à la GIRE, se sont posé la question suivante : « Comment pouvons-nous apprendre, avec nos partenaires, de manière innovante et prévoyante, en valorisant les nombreuses expériences en matière d'eau et de gestion des bassins versants ? » Cette question a débouché sur l'initiative « Capitalisation des expériences – Eau, terre et communautés » actuellement mise en œuvre en Bolivie, en Inde et au Mali.

Dans chacun des trois pays, un groupe de 12 à 15 participants issus de différents secteurs – associations de paysans et d'utilisateurs d'eau, équipes de projet, ONG, secteur privé, gouvernement, personnel de la DDC – a défini lui-même le programme d'apprentissage (thèmes et processus), ce qui a permis aux acteurs de s'identifier à l'initiative et à ses résultats. Les thèmes traités étaient différents d'un pays à un autre, allant de la gouvernance de l'eau, de l'organisation communautaire et

de la planification participative de la gestion locale des ressources hydriques, au développement des bassins versants, en passant par des questions de genre et d'équité.

La narration d'histoires, en tant que technique de transmission de savoirs et d'expériences misant sur l'authenticité, a servi à la définition des priorités et à approfondir les thèmes sélectionnés. Les membres des groupes d'apprenants et d'autres acteurs locaux (« détenteurs d'expériences ») ont été invités aux séances de formation pour y parler de leur expérience (sous forme de récit) en rapport avec un thème précis. Ce moyen didactique novateur a été fort apprécié, car il a permis aux participants de rompre avec le formalisme d'usage, de considérer des questions complexes sous des angles nouveaux et de bousculer des idées fixes.

« Quand j'ai entendu parler de la technique narrative, j'ai d'abord cru à un jeu ou une plaisanterie, car chez nous les légendes font partie de la tradition et servent depuis toujours à la résolution de problèmes. A l'idée de raconter une histoire, j'ai ressenti la même réaction chez les autres membres du groupe... »

*Négociations autour de l'accès et de l'usage de l'eau dans le Département de Cochabamba, Bolivie.
(Photo: Martin Fischler, Intercooperation)*



Article de fond

La Bolivie, l'Inde et le Mali partagent leur expérience de la gestion intégrée de l'eau 1

Politique

Les biocombustibles ne sont pas compatibles avec l'agriculture biologique 3

Droit des peuples autochtones et « déforestation évitée » 3

Un agenda de recherche pour les sols africains 4

Repenser les stratégies politiques pour lutter contre la désertification 4

L'eau, ce n'est pas seulement du H₂O 5

Une agriculture multifonctionnelle et durable pour assurer l'alimentation 5

Mise en œuvre

Redistribution des ressources en Asie 6

Pour réduire les risques, des outils appropriés mis à la portée des communautés 7

Drainage du delta du fleuve Sénégal 7

Recherche

Les paysannes du Kenya accèdent difficilement aux technologies agricoles 8

Article de fond

... Pour moi, il s'agit d'un outil simple et révélateur, qui met le narrateur et son auditoire à l'aise. Il permet de rappeler des histoires que les gens tendent à oublier et qui peuvent aider à résoudre des conflits de manière pacifique. » (Maïga Rosaline Dacko, membre du groupe Mali)

D'un autre côté, les participants ont aussi identifié les limites de cet outil. Mentionnons les difficultés de communiquer l'essence de certaines histoires aux gens n'ayant pas participé aux sessions de narration ; le manque de confiance entre participants fait obstacle à la sincérité ; des problèmes de vulgarisation, et le fait que les récits n'aient pas toujours généré le résultat visé en termes d'informations quantitatives.

Les groupes d'apprenants ont conclu que l'exercice était plus efficace et plus motivant lorsque les résultats intermédiaires pouvaient être immédiatement réinvestis dans des processus de décision relatifs à d'autres projets en cours (au lieu de travailler de manière isolée jusqu'à l'obtention d'un produit final). En Inde p. ex., le groupe d'apprenants a été consulté pour revoir les lignes directrices relatives au bassin versant et a contribué à leur élaboration. Les trois groupes ont échangé leurs expériences et présenté les premiers résultats de leur travail à l'occasion du 4^e Forum mondial de l'eau à Mexico City en mars 2006.

Chaque groupe a présenté ses résultats de manière innovante et attrayante : vidéo, audio, présentation PowerPoint, histoires courtes et bandes dessinées ont été compilées en CD interactifs, destinés à être utilisés dans les pays respectifs. Lors d'une seconde étape, ces produits ont été partiellement traduits et réunis en un produit global disponible en DVD et accessible directement sur l'Internet.

Le produit final constitue une riche source pouvant être utilisée par les acteurs les plus divers à différents niveaux : communautés locales (p. ex. associations d'utilisateurs d'eau et autorités), DDC et institutions partenaires, stratégies politiques, ainsi que le grand public.

SOURCES

Site web Eau, Terre et Communautés, ainsi que pour un contact, voir : www.waterlandpeople.net

Guide du récit : De l'art de créer des passerelles grâce aux techniques narratives. DDC. Berne : 2007.

http://162.23.39.120/dezaweb/ressources/resource_fr_155620.pdf

Les biocombustibles ne sont pas compatibles avec l'agriculture biologique

Alors que de nombreux États placent de grands espoirs dans l'obtention d'énergie à partir de la biomasse, des voix critiques toujours plus nombreuses s'élèvent pour fustiger cette nouvelle forme d'exploitation des ressources. Vu la limitation, notamment en terre et en eau, on redoute surtout que la culture de plantes énergétiques ne fasse concurrence à la production de denrées alimentaires. En outre, dans de nombreux cas, les biocombustibles accusent un mauvais bilan énergétique. L'auteur complète cette analyse critique par le traitement d'un aspect moins considéré. Selon lui, la production à large échelle de plantes énergétiques est incompatible avec les principes d'une agriculture biologique durable. Il était cette hypothèse en particulier avec l'argument que l'agriculture biologique vise des cycles fermés de substances alimentaires : les substances nutritives tirées du sol y sont ramenées sous forme de compost, de fumure organique ou de fumier. Par contre, dans la production de plantes énergétiques, près de 100 % de la biomasse quitte l'exploitation. Le

risque de dégradation des sols qui en résulte doit alors être réduit par des apports externes.

L'emploi à petite échelle de biomasse pour obtenir de l'énergie – p. ex. du biogaz tiré de matériaux organiques qui sont ensuite remis sur les champs en tant que compost – peut tout à fait se justifier. Mais pour résoudre le problème global de l'énergie, l'auteur préconise de mettre le cap sur l'économie d'énergie plutôt que sur la production de biocombustibles.

SOURCE

Organic Agriculture and the Production of Biomass for Energy Use. Adrian Müller. Center for Corporate Responsibility and Sustainability (CCRS) at the University of Zurich. April 2007. 31 p.
<https://gupea.ub.gu.se/dspace/bitstream/2077/2699/3/gunwpe0216corr.pdf>

Droit des peuples autochtones et « déforestation évitée »

En Equateur, après plusieurs années de participation à des projets volontaires de plantations en contrepartie de la fixation de carbone, les communautés dénoncent la situation en 15 points : pas d'information quant aux montants des coûts, ni des rémunérations, ni quant aux bases légales, aux droits et devoirs, des promesses d'emplois et de revenus non tenues, etc.

Dans le protocole de Kyoto, des politiques de prévention de la déforestation, comme la « déforestation évitée (DE) », utilisent des incitations financières pour encourager les pays tropicaux à protéger leurs réservoirs de carbone dans les forêts sur pied. Ces mesures venant du haut représentent des sommes astronomiques, auxquelles les communautés locales ne sont souvent pas associées.

Un contrôle accru des « experts » externes sur les forêts, la prise pour cible injuste des peuples autochtones

comme acteurs de la déforestation, les violations des droits coutumiers fonciers, tels sont les risques qui guettent la DE, si celle-ci ne considère pas les priorités des communautés locales. Comment ces dernières pourraient-elles également profiter de ces bénéfices ? Par des avantages non monétaires pour la subsistance ou par des petites sommes versées dans des fonds communautaires ; mais surtout par la participation aux débats aux niveaux national et international.

SOURCE

« RED » Alerte rouge ? : « La déforestation évitée » et les droits des peuples autochtones et des communautés locales. Tom Griffiths. Forest Peoples Programme. 32 p.
www.forestpeoples.org/documents/ifi_igo/avoided_deforestation_red_jun07_fr.pdf

Un agenda de recherche pour les sols africains

Dans le sud de l'Afrique, des cultures expérimentales ont été réalisées avec des technologies de production agricole répondant aux critères du développement durable. Il s'est avéré que les récoltes de ces cultures-tests étaient jusqu'à dix fois plus abondantes que les récoltes « normales ». Malheureusement, les petits paysans ne profitent que trop rarement des progrès résultant de la recherche agricole. Au contraire, la dégradation des sols et des services écosystémiques se poursuit, les récoltes stagnent, voire diminuent. La publication *Saving Africa's Soils* se penche sur le pourquoi de cette évolution. Ce sont entre autres des facteurs politiques et économiques qui entravent la pleine exploitation des potentiels. Mais pour les auteurs, le plus grand défi pour la recherche consiste à combler les lacunes de savoir dans le domaine de l'exploitation et de la qualité des sols. Les données disponibles sont satisfaisantes uniquement de manière ponctuelle, la plupart n'ont en outre qu'un impact à très petite échelle, sans compter qu'elles ne sont pas réinvesties dans les politiques agricoles et environnementales. Les auteurs ont mis au point un agenda de recherche différencié selon les points

suivants : limitation de la production pour ménager les sols, gestion intégrée de la fertilité des sols, services écosystémiques des sols, adoption de technologies d'exploitation durables.

À l'avenir, les professionnels devraient travailler de manière multidisciplinaire et être capables de faire valoir les savoirs locaux dans les dialogues politiques. Or, justement ces compétences sont en train de se perdre. Des laboratoires de recherche sur le sol ferment leurs portes et le nombre des étudiants en agriculture est en chute libre. Comment les paysannes et les paysans pourraient-ils être impliqués dans l'agenda proposé et profiter des retombées ? Cela, les auteurs ne le disent pas.

SOURCE

Saving Africa's soils: Science and Technology for improved soil management. M. J. Swift, K. D. Shepherd (Eds). World Agroforestry Centre. 2007. 18 p.
www.worldagroforestrycentre.org/downloads/publications/PDFs/b07041.pdf

Repenser les stratégies politiques pour lutter contre la désertification

Le rapport décrit avec emphase les obstacles et les défis qui doivent encore être surmontés dans la formulation et la mise en œuvre d'une stratégie globale de lutte contre la désertification.

Ses auteurs ne présentent pas les régions sèches en premier lieu comme des régions à problèmes, mais mettent en avant leurs potentiels spécifiques et l'importance d'une meilleure exploitation de ceux-ci. Ils préconisent une approche intégrative et soulignent la nécessité d'une stratégie multi-acteurs : population locale, groupes de professionnels, hommes-femmes, ONG locales et nationales, acteurs privés, gouvernements et organisations internationales. Une haute priorité est accordée à la coopération suprarégionale entre les groupes de pays confrontés à des défis écologiques, sociaux et économiques similaires, ainsi qu'à la concertation entre les conventions internationales relatives à l'environnement. Parmi de nombreux autres aspects, les auteurs évo-

quent l'impact positif et négatif des « incitations », ainsi que la valorisation et combinaison de savoirs traditionnels et de résultats scientifiques.

En dépit d'un ton généralement positif, le rapport ne laisse planer aucun doute sur l'important travail qui reste à faire jusqu'à la mise en œuvre d'une stratégie efficace, tant dans les régions concernées que dans les pays qui ne sont touchés pour l'heure qu'indirectement par la désertification.

SOURCE

Overcoming One of the Greatest Environmental Challenges of Our Times: Re-thinking Policies to Cope with Desertification. Zafeer Adeel et al. United Nations University. International Network on Water, Environment and Health (UNU-INWEH). 2007. 46 p.
www.inweh.unu.edu/inweh/drylands/Publications/IYDD_Policy_Brief-June_2007.pdf

L'eau, ce n'est pas seulement du H₂O

La présente publication ne s'adresse pas à des experts de la coopération au développement. Elle ne présente pas non plus de nouvelles approches ou instruments sur la gestion des ressources hydriques. Son objectif est de sensibiliser les personnes dont la vie sera fortement influencée par le développement positif ou négatif de la problématique de l'eau, à savoir les jeunes.

Cette synthèse vulgarisée du Rapport sur le développement humain 2006 « Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau » a été écrite par de jeunes auteurs pour de jeunes lecteurs. Les informations de fond sont complétées par des témoignages et des histoires, des images et des poèmes, qui éclairent de manière simple et éloquente les multiples aspects et

corrélations de la problématique, permettant aux jeunes de mieux comprendre les enjeux.

La publication s'inscrit ainsi dans le droit fil de la Décennie pour l'éducation au développement durable (2005 – 2014), qui vise à promouvoir des processus éducatifs et de formation susceptibles d'améliorer le comportement en matière environnementale.

SOURCE

L'eau : droits et privations. Peace Child International / United Nations Development Programme. 2007. 32 p.
<http://hdr.undp.org/water>

Une agriculture multifonctionnelle et durable pour assurer l'alimentation

La faim touche avant tout les régions rurales. Sur les 854 millions de personnes sous-alimentées dans le monde, 615 millions dépendent de la terre pour vivre. De nombreux pays en développement sont mis au défi de nourrir une population croissante. Dans le même temps, l'exploitation des ressources naturelles touche à ses limites et les services des écosystèmes sont en péril. Sur cette toile de fond, la Direction du développement et de la coopération (DDC) insiste sur l'importance capitale d'une agriculture multifonctionnelle orientée vers le long terme. Il s'agit surtout de promouvoir une production agricole qui permette aux petits paysans de réaliser un revenu et de couvrir leurs besoins alimentaires, et qui respecte les conditions écologiques, sociales, culturelles et économiques au niveau local. À cet effet, des interventions et des efforts doivent être fournis à plusieurs niveaux et dans différents domaines.

Mentionnons la mise en œuvre de politiques nationales et internationales qui accordent la priorité absolue à la sécurité alimentaire ; la promotion des investissements dans le développement rural ; la facilitation de l'accès des petits paysans aux agents de production les plus importants, comme la terre, les nouvelles technologies et les marchés. À l'aide d'exemples de projets concrets, les auteurs expliquent par où et comment la DDC relève ces défis, mettant en exergue son engagement multiple en faveur de l'espace rural.

SOURCE

Assurer l'alimentation de tous. Sabine Brüscheiler, Ernst Gabathuler, Liliane Ortega. Direction du développement et de la coopération (DDC). Septembre 2007.
 Contact : snru@deza.admin.ch



Femmes éthiopiennes autour de leur repas.
 (Photo : Gudrun Schwilch, CDE)

Redistribution des ressources en Asie

Les encouragements créés à partir de la gestion des ressources naturelles par les communautés (CBNRM) en Asie, sont-ils aptes à soutenir les communautés à long terme et à diminuer la pauvreté? La présente évaluation tente de répondre à cette question, alors que l'orientation CBNRM, apparue à la fin des années 90 dans les pays en développement, compte près de 10 ans d'expérience.

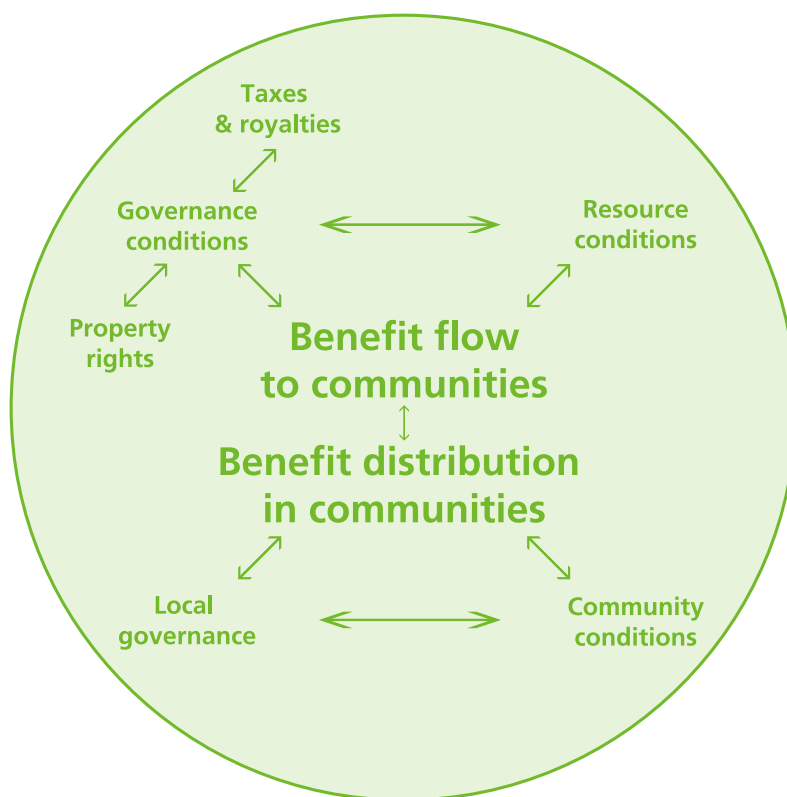
Une structure d'analyse unique a été créée afin d'établir quels bénéfices atteignent la communauté, puis comment ces bénéfices y sont redistribués. Les bénéfices peuvent être monétaires (par la vente de ressources ou la rémunération d'un emploi dans la transformation), non monétaires par l'accès aux produits forestiers non ligneux. Toutefois, les activités organisationnelles engendrent aussi des coûts.

Au Vietnam, l'introduction d'une loi sur la terre et d'une autre sur la protection de la forêt en 2003 et 2004 a permis que communautés ou villages soient

reconnus comme récipients potentiels d'allocation de forêts. Le projet « Extension and Training Support Project for Forestry and Agriculture in the Uplands » (ETSP) a notamment piloté ces allocations de forêts naturelles dans 3 provinces. Ces expériences ont ensuite servi à tout le pays. Les recommandations s'adressent, d'une part aux communautés et leur contexte de ressources naturelles, et de l'autre aux décideurs et politiciens.

SOURCE

A Fair Share: Experiences in Benefit Sharing from Community-managed Resources in Asia (2007). Eds. Sango Mahanty, Kenneth Burslem, Erica Lee. RECOFTC. 2007.
www.recoftc.org/site/fileadmin/docs/publications/The_Grey_Zone/2007/A_Fair_Share_Part_1.pdf
www.recoftc.org/site/fileadmin/docs/publications/The_Grey_Zone/2007/A_Fair_Share_Part_2.pdf



Cadre d'analyse du partage des bénéfices. Se basant sur ce cadre d'analyse, les participants à cette initiative d'apprentissage ont appliqué un questionnaire commun pour les études de cas de CBNRM au Vietnam, au Lao PDR et au Cambodge. (figure de Mahanty, Burslem, Lee. 2007. p. 6)

Pour réduire les risques, des outils appropriés mis à la portée des communautés

Les communautés jouent un rôle central dans l'identification de risques potentiels, comme les tremblements de terre, les tornades, les sécheresses, mais aussi les épidémies et les conflits, ainsi que les groupes de population les plus menacés par ces risques. D'où l'importance de les impliquer dans la planification et la mise en œuvre de mesures si l'on veut réduire et prévenir les risques de manière efficace. Au cours des deux dernières décennies, de nombreux outils et méthodes ont d'ailleurs été développés en rapport avec l'estimation, la planification et la mise en œuvre de mesures à l'échelle des communautés. Avec son site Internet « *Community risk assessment toolkit* » lancé il y a plus d'une année, Pro Vention propose un moyen auxiliaire simple afin de trouver la méthode adéquate pour une communauté donnée. Cette année, les fonctions de recherche ont

été améliorées et la description des nombreux exemples de cas et méthodes développée dans la banque de données en ligne.

Une organisation intéressée – une communauté, une ONG, un donateur, etc. – peut ainsi trouver toutes sortes d'informations selon la nature du risque, le groupe cible, le lieu géographique, le mode d'évaluation, etc. La banque de données est régulièrement complétée avec de nouvelles méthodes et de nouveaux exemples.

SOURCE

Community risk assessment toolkit. Pro Vention Consortium. 2007.
www.proventionconsortium.org/?pageid=39

Drainage du delta du fleuve Sénégal

D'une superficie de quelque 4500 km², le delta du Sénégal est irrigué depuis l'indépendance du pays, au début des années 1960, afin de permettre la culture intensive de riz et de canne à sucre. Depuis lors, l'utilisation de pesticides et de fertilisants s'est répandue, entraînant le dépôt de résidus dans les sols ; les eaux se trouvent ensuite contaminées par ces résidus.

Comme le rapporte M. Boubacar Cissé dans sa thèse de doctorat, la contamination des sols par des substances agrochimiques a atteint une telle concentration que les systèmes de drainage actuels ne suffisent plus. Le gouvernement a réagi et construit un grand canal de drainage vers la mer (émissaire), de 65 km de long. Ce canal doit évacuer les substances toxiques du parc national situé à proximité en direction de la mer, et ainsi débarrasser les polluants enrichis de cette région plane et

insuffisamment drainée par lavage naturel. Des progrès sont d'ores et déjà sensibles, mais de nouveaux problèmes se posent : des corridors biologiques pour animaux ont été coupés et ceux-ci sont désormais exposés à l'eau contaminée. En outre, la pollution n'est pas supprimée ; elle est simplement déplacée vers la côte.

Bref, les cultures intensives sont certes plus productives, mais dans de nombreux cas entraînent également des coûts élevés et des conséquences imprévisibles.

SOURCE

Le grand projet d'émissaire de drainage des périmètres irrigués du delta du fleuve Sénégal. Boubacar Cissé. Universités Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal et Michel de Montaigne Bordeaux 3, France. Juillet 2007. 10 p.
www.inforesources.ch/pdf/article_cisse.pdf



Toutes les eaux de drainage du périmètre de Boundoum se joignent à la station de drainage de Gaëla (photo) pour être évacuées dans le drain de l'émissaire du delta du fleuve Sénégal. (Photo : Madine Ndao, CIC/SAED)

Les paysannes du Kenya accèdent difficilement aux technologies agricoles

Au Kenya, 98 pour cent des exploitations agricoles sont gérées par des petits paysans ou paysannes. Des technologies inadaptées ou déficientes sont une cause fréquente pour une productivité médiocre, et partant, pour une alimentation insuffisante. Tel est le résultat d'un rapport scientifique publié par la United Nations University.

Dans le district de Bondo, on a cherché à savoir pourquoi les paysans et les paysannes n'utilisaient pas de technologies plus adéquates. Ils travaillent encore essentiellement à la main, en partie avec des animaux de trait. Les exploitations les plus pauvres n'ont pas les moyens d'employer des animaux et cet emploi n'entre pas non plus en ligne de compte pour les exploitations disposant de petites surfaces parce qu'il nécessite plus de place. L'étude constate que l'engagement de nouvelles technologies varie aussi selon que le ménage est tenu par un homme ou par une femme, et si ceux-ci sont mariés, divorcés ou veuf/veuve. L'accès au travail

des champs avec des bêtes n'est en soi pas dépendant du sexe. Mais les femmes sont défavorisées du fait qu'elles ont plus difficilement accès à de l'argent liquide et à une formation. Elles sont aussi défavorisées de manière générale, en raison de préjugés sociaux.

Les auteurs du rapport préconisent une plus grande sensibilisation et plus de formation pour les femmes. Pour réduire les inégalités dues au sexe, des changements socioculturels paraissent également nécessaires.

SOURCE

Gender Differentiation in the Analysis of Alternative Farm Mechanization: Choices on Small Farms in Kenya.
Juliet Wanjiku, John Uhuru Manyengo, Willis Oluoch-Kosura, and Joseph T. Karugia. Research Paper No. 2007/15.
United Nations University, UNU-WIDER, 2007. 23 p.
www.wider.unu.edu/publications/rps/rps2007/rp2007-15.pdf

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut être commandé à l'adresse à droite.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale.

InfoResources est composé des trois services d'information : *InfoRest* / *Intercooperation*, *Infothèque CDE* et *InfoAgrar* / Haute école suisse d'agronomie.

Equipe de rédaction :
Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach,
Felix Hintermann

Traduction française :
Clara Wubbe, Transit TXT

Mise en page :
Ana María Hintermann-Villamil, webhint.ch

Impression :
Schlaefli & Maurer AG

Contact :
InfoResources
Länggasse 85
CH-3052 Zollikofen,
Suisse
Tel. : +41 31 910 21 91
Fax : +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch

InfoResources est financé par :



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

inter
cooperation

cde centre for
development and
environment

Bern University of Applied Sciences
Swiss College of Agriculture SHL